

Crise du bio : sortir du silence

Va-t-on laisser mourir le bio sans réagir ? Conséquence de l'accumulation de crises, toute une filière est menacée. Son intérêt pour répondre aux enjeux sanitaires et environnementaux est pourtant indiscutable. Notre Collectif, qui prône la sortie des pesticides et en soutient les victimes, voudrait savoir ce que l'État et les collectivités territoriales ont l'intention de faire. Leur silence nous interroge.

Après plusieurs années de forte croissance, le secteur bio subit des turbulences d'une grande violence, qui mettent à mal toute la chaîne, des producteurs aux distributeurs. Certains producteurs bios sont contraints soit de brader leurs productions dans le secteur conventionnel, soit d'arrêter l'activité bio. Pour équilibrer les marchés, certains opérateurs économiques encouragent même à la « déconversion » du bio vers le conventionnel. Côté distribution, le premier secteur organisé que constituent les Biocoop (773 magasins en France) est au bord de l'effondrement.

Au moment où tous les indicateurs sanitaires et environnementaux virent au rouge vif, comment ne pas souligner l'absurdité de cette situation ? Comme l'affirme très clairement le rapport de la Cour des Comptes du 30 juin 2022 sur le soutien à l'agriculture bio (1), l'impact de l'agriculture biologique sur la santé, le climat, la biodiversité, les pollutions de l'eau et de l'air est évident.

Dans les faits, la politique actuelle de soutien à l'agriculture tourne le dos aux préconisations de ce rapport. Les aides publiques vont très largement à l'agriculture conventionnelle, qui laisse pourtant à la charge de notre société ses dégâts sanitaires (maladies des usagers des pesticides et des riverains) et environnementaux (pollution de l'air, de l'eau, du sol ; destruction de la biodiversité).

Parmi les aides publiques, on peut citer le soutien aux productions industrielles porcs ou volailles au printemps 2022 d'un montant de 450 M€ pour subvenir aux conséquences des crises. On peut aussi citer le trop valorisant label HVE (Haute valeur environnementale) qui reçoit autant d'aides que le bio, alors qu'il admet l'usage des pesticides. Escroquerie scandaleuse.

Est-il normal qu'on mette sous perfusion une agriculture dont les coûts cachés sont payés par nos impôts, pendant qu'on laisse au bord du chemin une agriculture plus exigeante qui préserve la santé humaine et l'environnement ?

L'État et les collectivités territoriales doivent éviter le naufrage du secteur de l'alimentation bio.

Nous les invitons à mettre un terme à cette disparité, en dynamisant la transition écologique de l'agriculture. Nous demandons que des leviers soient activés pour sauver la bio et impulser une agriculture permettant à moyen terme l'arrêt définitif des pesticides en agriculture :

- La réorientation de 20% des aides PAC, pour soutenir la restauration collective ;
- La participation des collectivités territoriales (métropoles, régions, départements, intercommunalités) au redressement de la filière bio, voire, si cela s'avère nécessaire, à la participation au capital ;
- La poursuite de l'accompagnement à la transition écologique de l'agriculture lors des projets d'installation ou de modernisation de l'agriculture.

Nous invitons les collectivités territoriales, les organisations et associations désireuses de sortir du silence, à nous contacter pour agir ensemble.

(1) [Le soutien à l'agriculture biologique | Cour des comptes](#)



Contacts :

Henri BUSNEL – 06 71 11 06 90

René LOUAIL – 06 72 84 87 92

Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest : 06 82 58 67 32

Courriel : Victime.pesticide.ouest@ecosolidaire.fr

Site : <https://victimepesticide-ouest.ecosolidaire.fr/>